

Intervention de Christian Bourquin
Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales
50^e congrès de la FNPL – 20 octobre 2006 – Perpignan

M. le Ministre, je tenais, au nom de tous les habitants de ce département à vous saluer et à saluer votre visite et surtout votre venue ici à Perpignan aujourd'hui. En commençant mon propos, je tenais à saluer Mme la Présidente de la Fédération nationale des Producteurs de Légumes, saluer également M. Guallar et M. Roger, qui ont été les artisans de ce congrès. Saluer également tous mes collègues élus, au premier rang desquels Jean-Paul Alduy, sénateur maire de la ville qui nous accueille dans ce palais des congrès, qu'ils soient députés, sénateurs, maires ou autres. Je voudrais saluer surtout l'ensemble des agriculteurs qui sont ici, qui occupent en plus de leur métier des responsabilités dans l'organisation du système agricole, pour le faire vivre, pour le faire aller de l'avant, pour le défendre. Et c'est vrai que nous allons davantage parler de défense du système aujourd'hui plus qu'autre chose.

M. le Ministre, votre venue à ce congrès national de la FNPL signifie que vous acceptez de participer à la définition de ses orientations, c'est-à-dire de sa politique légumière au niveau national. Comme vous vous en doutez, votre venue est attendue car aujourd'hui il est question de crise et quand il est question de crise, c'est vers le ministre de l'Agriculture que l'on se tourne d'abord pour entendre des propositions concrètes pour sortir rapidement de cette crise car nous y sommes installés d'une façon forte, et si elle devait être durable, c'est justement la continuité de cette économie agricole qui est en cause, c'est la vie des familles, des hommes et des femmes qui sont impliquées souvent depuis plusieurs générations qui est en jeu. Et nous mesurons donc bien l'importance de nos rencontres ici aujourd'hui. Merci également, Mme la Présidente, de me donner l'occasion de m'exprimer ici. Certes, en ma qualité de président du conseil général, représentant ce territoire important qu'est notre département, le pays catalan, mais également au nom de Georges Frêche, Président de la région, auprès duquel j'assume les fonctions de premier vice-président et, ce qui ne gâche rien au plaisir, de responsable des finances. Nous voyons bien qu'aujourd'hui, tout tourne autour de cet équilibre du financement des nouveaux moyens qu'il nous faut avoir.

Comme il est important que nous nous retrouvions, j'ai demandé à mes collègues d'aider à financer cette rencontre d'aujourd'hui, qui est un préalable. Et à partir de cette rencontre, voir comment ensemble, nous pouvons aller beaucoup plus loin. Je rappelle que l'agriculture ne fait pas partie des missions obligatoires du conseil général. De par la loi, ses missions, ce sont les routes, les collèges, le social. Et pourtant, quand on connaît l'implication forte du conseil général aux côtés de toutes ces familles, c'est chaque année plus de 5 millions d'euros consacrés à cet énorme et important secteur dans le département. Ce secteur regroupe beaucoup d'exploitations, près de 3 500 font des fruits et légumes et de l'horticulture, ce qui représente entre 2 000 et 3 000 emplois, près de 12 000 hectares. C'est donc un énorme potentiel.

M. le Ministre, sachez que dans la première moitié du 20^{ème} siècle, nous avons vécu ici un territoire béni des dieux. C'était un paradis. Je suis issu d'une famille d'agriculteurs et je suis entouré d'agriculteurs. Mon oncle, avec quatre hectares de terrain, avait pu dans les années 1936 s'offrir une villa en front de mer dès les premiers congés payés. Il a eu 80 ans l'année dernière, il avait toujours ses quatre hectares mais percevait l'équivalent d'un RMI. Tout a été bouleversé. Mon propos n'est pas de rappeler tous les problèmes que nous avons rencontrés, nous les avons tous en mémoire, que ce soient les chocs pétroliers, la mise en place de l'Union européenne etc. Le fait est qu'aujourd'hui des milliers de familles attendent à la fois de nouvelles propositions et de nouvelles constructions pour vivre dignement de l'énorme travail qu'elles font et qui, aujourd'hui, n'est pas récompensé. Et elles demandent de façon certes vindicative mais compréhensible, qui pourrait accepter de travailler et finalement ne pas être rémunéré de son travail, et être obligé de continuer sans cesse. Une fois, ce sont les conditions économiques, une autre fois, c'est le temps, mais à chaque fois, ce sont eux qui sont mis à contribution pour faire des efforts que l'on peut qualifier d'inacceptables.

Aujourd'hui, l'agriculture du département, et notamment le secteur des fruits et légumes, rencontre d'importantes difficultés. Cette crise est énorme et j'insiste sur l'urgence à voir le bout du tunnel, car il s'agit de la vie de milliers de familles dans le département. C'est un soutien qui est attendu. Non pas un soutien moral, car ils ont su résister jusqu'à présent, mais un soutien à travers des actions concrètes à l'échelle nationale. M. le Ministre, vous représentez cette nation aujourd'hui, dans ce digne métier qu'est le vôtre de représentant de la République et de ministre du gouvernement. Nous devons avancer sur des pistes connues. Ces pistes passent d'abord par la régulation durable des marchés, c'est essentiel. On parle de concurrence déloyale. Je prends l'exemple de la tomate où des expériences ont été menées qui ont détruit le marché. En 2003, les importations dans cette filière étaient à hauteur de 156 000 tonnes de tomates marocaines, avec le droit zéro entre octobre et mai. Une tentative a été faite de réduire cette période d'importation, mais en favorisant de plus gros marchés. Le résultat a été encore plus catastrophique de ce point de vue. Nous voyons donc bien que l'attente est forte dans ce que nous appelons la régulation actuelle et durable du marché, et l'attente est également forte pour garantir un revenu digne pour les producteurs et surtout l'ensemble des salariés dans notre département. Sachant que nous ne sommes pas les seuls concernés, qu'il en est de même pour le pourtour méditerranéen.

M. le Ministre, parce qu'ils sont les habitants de ce département, les agriculteurs ne peuvent pas entendre parler de ce libéralisme selon lequel on n'aurait pas le droit de protéger tel territoire ou telle production. Les plus grands libéraux du monde, à savoir les États-Unis montrent bien qu'en matière d'agriculture, ils savent protéger. À l'intérieur de l'Europe, un énorme travail est à faire également pour une plus juste répartition des aides accordées pour que ces agriculteurs puissent continuer à vivre.

Concernant toutes les propositions que vous pouvez être amené à faire en votre qualité de ministre, je dirai simplement qu'ici, le conseil général, au-delà de son aide et de sa participation vient de faire une proposition qui ne résoudrait pas tout mais participerait à une démarche globale. Notre savoir-faire est important en termes de logistique, de capacité à prendre les produits arrivant d'Espagne, du Maroc, de toute l'Afrique du Nord et de les distribuer dans l'Europe entière. Vous étiez ministre des Transports quand, ensemble, nous étions sur ce même dossier qui s'appelle le « Combiné » et sur lequel nous travaillons avec le maire de Perpignan. Je tiens à saluer le savoir-faire et le professionnalisme en matière de distribution dans l'Europe entière de ceux qui font de la logistique dans le département. Nous sommes bien conscients que créer une plate-forme de services qui offrirait à toute l'Europe la diffusion de nos produits est une piste. Cette piste est un outil. Elle ne résout pas tout. Mais le conseil général a déjà pris une délibération il y a un mois et demi pour financer la concrétisation de cette idée et étudier les écueils que nous pourrions rencontrer. Nous avons conscience qu'il nous faudra l'aval de votre ministère, mais je lance le pari et vous demande de nous aider à mettre en œuvre cette action. Sachant que c'est du moyen terme, et qu'il faut d'abord résoudre le problème de la saison.

Je mets sur la table cette proposition du conseil général, en association avec l'ensemble des agriculteurs, pour utiliser le professionnalisme d'autres habitants du département, ceux qui font de la logistique. Voilà un élément concret qui ne pourra aboutir que si notre nation prend bien en compte qu'aujourd'hui, l'Europe détruit des départements comme le nôtre du fait d'une concurrence déloyale, notamment dans ce secteur qui emploie beaucoup de main-d'œuvre et qui ne peut pas lutter efficacement tant que d'autres pays dits européens et à égalité avec nous aurons des niveaux salariaux dix fois moins élevés.

C'est de votre responsabilité et c'est de la mienne. Aujourd'hui, c'est vous qui êtes responsable. Nous verrons demain. Mais je suis porteur de la proposition suivante. Aujourd'hui en Europe, nous devons travailler à des niveaux différents, dans des cercles concentriques différents. Nous ne pouvons mettre au même niveau un ouvrier polonais avec un ouvrier français, non pas sur le plan professionnel, mais sur le plan salarial. Il faut une Europe qui va de l'avant avec ce que j'appelle les quinze anciens pays, une Europe avec une approche différente, notamment par rapport aux nouveaux pays entrants d'Europe de l'Est. Dans un troisième cercle, une Europe prenant en compte les pays du Maghreb, la Turquie et autres. Tous ensemble nous devons faire avancer ces idées, car sinon la problématique des salaires ne sera jamais résolue.

Je tenais donc à mettre sur la table ces deux contributions. Une à plus long terme, celle de l'Europe. Des projets locaux à moyen terme. Et à court terme, la résolution de la crise pour permettre à nos agriculteurs de continuer à vivre au jour le jour. Ils attendent votre soutien. La nation a le devoir d'aider cette profession qui a tant contribué au développement de la nation en son temps, et ce ne serait qu'un juste retour. Merci, M. le Ministre.